

DÉCRYPTAGE

PAR MYRIAM LÉON

Mal logement

Arrêté de péril sur la santé mentale

À Marseille, après l'effondrement des immeubles, l'incurie municipale tourne à la crise de santé publique. Et la population se fissure.

Huit morts, deux cent immeubles évacués, deux mille délogés... Marseille traverse un traumatisme collectif. Le 5 novembre 2018, 9 heures, deux immeubles s'écroulent en plein centre ville. Huit corps sont exhumés des décombres. Suite à ce drame, les Marseillais subissent une avalanche d'arrêtés de péril, deux cent en quatre mois, autant que pendant les quatre années précédentes. Une vague d'évacuation touche tout le centre ville. Après des années de laxisme, la municipalité cède à la panique, et déloge sans ménagement. Du jour au lendemain, 2000 personnes se retrouvent dans une trentaine d'hôtels disséminés dans la ville; les plus chanceux atterrissent chez des amis. En général, les évacués ont eu une heure pour faire leur bagage.

Engagée depuis longtemps dans l'action sur les effets délétères du mal logement sur la santé, Médecins du Monde dénonce une crise de santé publique minorée par la ville. «Les personnes sont évacuées, sans prise en considération de leur état somatique ou mental», constate Béatrice Stambul, psychiatre à

la retraite et déléguée régionale de MDM. *Beaucoup sont partis sans leurs ordonnances, j'ai rencontré un homme qui s'évanouissait régulièrement. Il pensait que c'était lié au stress, mais il était aussi diabétique et en rupture de traitement.*» Pour constituer une cellule de crise, les services sociaux de la ville ont été renforcés par des travailleurs sociaux de la Croix-Rouge, puis de Soliha spécialiste de l'accès et du maintien dans le logement, avant de se tourner vers France Horizon. Leurs équipes, débordées et sans solution, se retrouvent face à un public qui voit son environnement s'effondrer, se retrouve dépouillé de tout et... pète les plombs.

«Dans les histoires traumatiques, chaque nouveau traumatisme rejoue le traumatisme primaire, il peut aussi y avoir des pathologies qui se déclarent suite au choc, or l'Agence régionale de la santé n'a pas pris la mesure de la catastrophe, et la cellule d'urgence médiopsychologique n'a pas reçu de moyens supplémentaires», explique la psychiatre à la retraite. Depuis fin décembre, nous tentons donc de mettre en place une équipe psy bénévole pour aller vers les personnes les plus isolées. Quand on est à un euro près, et qu'on se retrouve à l'hôtel, on perd ses ressources. Comment faire avec les enfants, comment se déplacer alors qu'on est excentré? Tout devient stressant.» Avant la mobilisation des humanitaires et du corps médical, une coordination de psychologues et psychanalystes a émergé dans l'urgence pour proposer des groupes de paroles et des séances individuelles. Toujours du bénévolat, faute de réponse des pouvoirs publics.

Si cette catastrophe choque les Marseillais, elle ne les étonne pas. La population constate au quotidien l'incurie des propriétaires et de la mairie. Cinq jours après l'effondrement, dix mille personnes manifestaient pour dénoncer l'inaction d'une municipalité qui fait le lit des marchands de sommeil. En 2015, le rapport Nicol évaluait à 40 000 le nombre de logements indignes à Marseille. Dans le centre ville, le taux de pauvreté s'élève à 30% quand celui des logements sociaux stagne à 5%. Cette volonté politique de chasser les pauvres du cœur de la cité affecte depuis longtemps la santé des plus précaires. Elle a fini par tuer. ●

